d'un sol encore vierge. Le premier but des établissements français au Canada fut la traite des fourrures et l'occupation du pays par la France. La population résidante dépendait de l'agriculture pour sa subsistance. Le bétail, comme les chevaux, les bêtes à cornes, les moutons, les cochons et les volailles, était envoyé aux colonies pour y maintenir le ravitaillement local des nécessités primaires, comme les viandes, les peaux, les produits laitiers et la laine. Cependant, comme la population résidante augmentait, l'agriculture tendait à s'étendre aux côtes et vallées fertiles de l'Acadie et les basses terres du fleuve St-Laurent et les vallées de ses tributaires. La production agricole, à certains points de vue, dépassa bientôt les besoins immédiats de la colonie, de sorte que dès 1749 on put exporter de la farine, du blé et des pois.

Influence de l'immigration des Loyalistes.—L'arrivée des United Empire Loyalists de 1770 à 1780 et au cours des années qui suivirent, eut une vaste répercussion sur l'agriculture et la production dans l'est du Canada. Ces immigrants venus des Etats-Unis s'établirent dans l'île du Prince-Edouard, à Annapolis et autres endroits de la Nouvelle-Ecosse, dans la vallée St-John, au Nouveau-Brunswick, dans les Cantons de l'Est du Québec et sur les rives non encore colonisées du lac Ontario. Plusieurs emmenèrent avec eux leurs bestiaux et les primitifs instruments et outils agricoles qu'ils possédaient. Les premières années de leur établissement au Canada, ces nouveaux colons souffrirent de cruelles privations et eurent à faire face à de nombreuses difficultés, et leur colonie en était encore à son enfance lorsque la guerre de 1812-14 éclata, entraînant à sa suite comme d'ordinaire la destruction, la dévastation et le marasme agricole de l'après-guerre. Ce n'est qu'après 1850 que la prospérité se fit réellement sentir dans ce nouvel établissement agricole au Canada, grâce à un transport facilité par l'avènement des chemins de fer et le relèvement des prix amené par la guerre de Crimée, la guerre civile américaine et les guerres de Prusse en Europe.

Durant cette longue période d'évolution agricole au Canada les méthodes restèrent fort rudimentaires. La population fortement accrue des Canadiens français maintint les traditions implantées au pays par leurs ancêtres au 17ème siècle. Longtemps avant et après la conquête par les Anglais, leur bétail était éloigné des possibilités d'amélioration par l'importation de France de meilleures bêtes reproductrices. A cause de la grande pauvreté des Loyalistes, à leur arrivée au pays, leurs méthodes agricoles restèrent aussi longtemps primitives et leur bétail, médiocre. Sous le régime français, les autorités tentèrent d'améliorer les méthodes agricoles, et dès 1668 Laval fonda une école industrielle à Saint-Joachim, près de Québec, où l'on enseigna l'agriculture. Mais, pour de nombreuses années encore après la conquête, l'agriculture ne reçut que peu d'encouragement de l'Etat, dont les officiers étaient trop absorbés par la politique.

Introduction de méthodes améliorées.—Le premier mouvement de quelque importance destiné à améliorer l'industrie agricole et qui pourrait, à certains points de vue, se comparer aux méthodes actuelles partit apparemment de la Nouvelle-Ecosse. Il résulta probablement du marasme qui suivit les guerres napoléoniennes en Europe et la guerre de 1812-14 en Amérique. Une série d'articles publiée en 1818 dans l'*Acadian Recorder*, sous la signature d'Agricola, suscita l'intérêt général et détermina la fondation de la Société Centrale Agricole. L'initiative ne tarda pas à s'étendre à d'autres régions de la Nouvelle-Ecosse et même aux autres provinces. Ces Sociétés Agricoles tenaient chaque année des expositions régionales pour encourager l'amélioration du bétail et des graines de semence. Bientôt, les Sociétés reçurent de l'assistance officielle des administrations coloniales sous forme d'octrois d'abord, et ensuite par la création de commissions ou de départements d'Agriculture, incorporés aux fonctions administratives du gouvernement. L'Etat, dont l'intérêt